



PERSONNEL AGRESSÉ... JUSQU'A QUAND ?

Le **9 avril 2026**, au Centre Pénitentiaire de Toulouse-Seysse, un officier a été victime d'une violente agression physique lors d'un placement en cellule de protection d'urgence. Crachats répétés, insultes, gifle au visage. Une de plus. Une de trop.

Ce drame n'est pas un accident isolé. Il est le résultat **prévisible et annoncé** d'une situation que nos personnels dénoncent depuis des mois : surpopulation endémique, effectifs insuffisants, profils à haut risque maintenus dans des établissements saturés.

UN PROFIL À HAUT RISQUE ET DES ALERTES IGNORÉES

La personne détenue impliquée dans cette agression présentait un **profil particulièrement préoccupant**, parfaitement documenté. Les agents et l'encadrement avaient à **plusieurs reprises signalé la dangerosité** de cette détenue et demandé son transfert. Ces demandes sont restées sans suite.

Éléments documentés dans le dossier :

- › **10 comparutions** en Commission de Discipline depuis son écrou en avril 2025
- › Antécédents de **violence sur personnel** (agression du 21 mars 2026 sur une surveillante).
- › Découverte d'une **lame de scie** dissimulée dans sa chaussette.
- › Possession d'un **couteau** saisi le 14 février 2026.
- › Téléphone portable détenu en cellule à **plusieurs reprises**.
- › Grèves de la faim répétées, **propos suicidaires**, tensions permanentes.
- › **Profil criminalité organisée, procédure criminelle**.
- › **Menaces** explicites proférées lors de l'agression : référence directe à une précédente agression

La question se pose avec force : comment un tel profil peut-il rester dans un établissement sans que les demandes de transfert aboutissent ? La réponse se trouverait plutôt du Juge d'Instruction qui s'y oppose.

LA SURPOPULATION ... LA CAUSE STRUCTURELLE

La France pénitentiaire bat des records de densité carcérale. Les établissements de la région toulousaine ne font pas exception. **La surpopulation n'est pas un contexte, c'est un système.** Elle empêche les transferts nécessaires, maintient des profils incompatibles au sein des mêmes unités, et contraint les personnels à gérer l'ingérable.

87 700+

Personnes détenues en France
pour ~62 000 places

+30%

Incidents violents sur le personnel
en 5 ans

10

Passages en CDD
pour cette seule détenue en moins d'un an

LE MANQUE D'EFFECTIFS ... OU L'AUTRE BOMBE À RETARDEMENT

Nos collègues surveillants et gradés interviennent **en sous-nombre** face à des situations de plus en plus complexes. Les postes vacants ne sont pas comblés. Les heures supplémentaires s'accumulent. La fatigue et le stress dégradent les conditions d'intervention. **Dans ces conditions, chaque ronde, chaque placement, chaque extraction représente un risque accru.**

Ce n'est pas la compétence des agents qui est en cause car ils font preuve d'un **professionnalisme exemplaire** jour après jour, mais bel et bien **l'absence de moyens humains à la hauteur des enjeux.**

Pour le bureau local du SPS-CEA le 13/04/2026

Le SPS : le Syndicat 100%-CEA